



COMPTE RENDU DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT DU 27 JUILLET 2021

*_*_*

I- Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration a présenté un exposé sur l'exécution de la loi de finances pour l'année 2021 et les perspectives de préparation de la loi de finances pour l'année 2022.

II- Le Conseil a délibéré les projets de décrets suivants :

Projets de décrets :

1. **Projet de décret n° 2.21.590** modifiant le décret n° 2.21.507 du 27 kaada 1442 (8 juillet 2021) portant prorogation de la durée d'effet de l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national pour faire face à la prorogation du corona virus - covid 19.

Approuvé.

2. **Projet de décret n° 2.21.484** fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission nationale chargée de l'application des sanctions prévues par les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies en rapport avec le terrorisme et la prolifération des armes et leur financement.

Approuvé.

3. **Projet de décret n° 2.21.600** relatif à la nomination aux fonctions supérieures objet de délibération en Conseil du gouvernement et portant création de l'Instance nationale des fonctions supérieures.

Il a été décidé de reporter la délibération sur ce projet à une prochaine réunion du Conseil de gouvernement pour approfondir son étude.

4. **Projet de décret n° 2.20.704** modifiant et complétant le décret n° 2.15.45 du 24 rejeb 1436 (13 mai 2015) pris pour l'application de la loi n° 86.12 relative aux contrats de partenariat public-privé.

Approuvé.

5. **Projet de décret n° 2.21.703** relatif à la Commission nationale du partenariat public-privé.

Approuvé.

6. Projet de décret n° 2.21.577 habilitant l'autorité gouvernementale chargée des finances pour la prise de certaines mesures relatives à l'application de la loi n° 36.20 portant transformation de la Caisse Centrale de Garantie en société anonyme.

Approuvé.

7. Projet de décret n° 2.21.75 fixant le montant de l'indemnité spéciale dont bénéficient le président et les membres de la Cour Constitutionnelle à la cessation de leurs fonctions.

Approuvé.

8. Projet de décret n° 2.21.520 modifiant et complètent le décret n° 2.18.303 du 2 kaada 1440 (5 juillet 2019) pris pour l'application de la loi n° 97.12 relative à la lutte contre le dopage dans le sport.

Approuvé.

*

III- Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution, le Conseil a approuvé la proposition de nomination au poste de Président du Conseil d'Administration, Directeur Général de la Société Nationale d'Etudes de Détroit de Gibraltar.